

POUR UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE



**Rapport d'activités 2007-2008
Perspectives 2008-2009**

Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)

Mot du président

La présente crise financière qui secoue les États-Unis et qui nous rejoindra tôt ou tard, la plus importante depuis le krach de 1929, est un autre signe manifeste de l'échec de la mondialisation néolibérale, après la crise alimentaire, il y a quelques mois, et après l'échec de la ronde de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour libéraliser davantage les échanges. Ce supposé modèle de développement axé sur la déréglementation (toujours moins d'État) et la privatisation (maximisation du profit) sévit depuis le début des années 80 laissant dans son sillage des inégalités sociales croissantes et des torts irréparables à l'environnement¹. Dans les pays pauvres, souffrant déjà d'endettement², cette vision néolibérale a inspiré les politiques d'ajustement structurel (PAS) appliquées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Les résultats ont été désastreux: des États affaiblis, encore moins disposés à répondre aux besoins socio-économiques de leur population, ayant bradé la plupart du temps leurs rares entreprises publiques, même rentables, à des intérêts privés. De même, des États incapables de nourrir leur propre population, les trop rares terres agricoles désormais passées aux mains de l'agro-industrie tournée vers l'exportation³.

En fait, le néolibéralisme, autant au Nord qu'au Sud, par son obsession dogmatique à séparer la dimension économique du reste de la vie réelle des communautés au nom de la sacro-sainte loi du marché qui serait garante de toutes les libertés individuelles, s'avère être bien plus un modèle de croissance⁴ qu'un réel modèle de développement. En effet, le développement, bien compris, doit inclure, outre la dimension économique, les composantes humaine, politique, sociale et culturelle, ainsi qu'environnementale. C'est d'ailleurs ce que fait l'ONU depuis plusieurs années dans son classement annuel des pays en recourant à l'Indice de développement humain (IDH). Il en ressort clairement que là où il fait bon vivre, la politique domine encore l'économie, l'État régule le marché en protégeant l'environnement et en répondant tant aux droits dits fondamentaux qu'aux droits socio-économiques (santé, éducation, culture, ...) de la population qui s'est par ailleurs organisée dans divers réseaux de solidarité (la société civile). Mais rien n'est acquis, pas plus au Nord qu'au Sud. Chez nous, par exemple, il nous faut continuellement nous battre pour améliorer sinon préserver la qualité de nos services publics (ex. un système de santé public et gratuit) ainsi que pour obtenir un appui aux initiatives locales et régionales de coopération et d'économie sociale et solidaire.

Nous participions récemment à Gatineau à la conférence internationale intitulée « Initiatives des communautés, politiques publiques et État social au Sud et au Nord » où il a été question entre autres des nouveaux défis de la coopération internationale pour la prochaine décennie. L'un des principaux thèmes abordés rejoignait justement nos considérations précédentes sur les modèles de développement. La coopération internationale doit encourager « la démocratie dans et par les communautés dans la perspective de la reconstruction d'un État qui soutient les organismes de

¹ Il est ironique de constater aujourd'hui que le parti républicain de Bush, le plus ardent partisan de la non-intervention de l'État, se voit contraint d'en reconnaître le rôle essentiel.

² d'ailleurs encouragé par les institutions du Nord dans les années 70

³ ou aux mains des compagnies minières du Nord, souvent peu respectueuses de l'environnement et de la santé ainsi que des droits des populations locales autochtones.

⁴ encore là, il ne s'agit de la croissance que d'un certain secteur économique, celui de la finance et de la spéculation

défense de droits humains et fait la promotion des droits sociaux tout en encourageant le soutien aux initiatives innovatrices des gouvernements locaux⁵ ». Elle doit aussi inciter l'État bénéficiaire à « reconstruire de nouvelles régulations économiques et sociales pour contraindre les multinationales, favoriser la souveraineté alimentaire, le développement de marchés intérieurs et lutter pour conjurer les catastrophes écologiques et leurs conséquences sociales⁶ ».

C'est cette idée de **développement durable et solidaire**, à laquelle se rallie d'ailleurs ce nouveau mouvement citoyen international, que SLAM tente d'appliquer, non seulement dans la coopération internationale, – et qu'il appliquera encore une fois dans ce nouveau projet de deux ans au Guatemala avec comme partenaires l'ACDI et le MRI – mais aussi dans son travail d'éducation à la solidarité internationale (comme la promotion du commerce équitable et de la consommation responsable). C'est ce que je vous laisse découvrir dans la lecture de ce rapport d'activités de la dernière année et des perspectives pour la prochaine.

Marcel Gosselin

⁵ *Coopération Nord-Sud et développement – le défi de la réciprocité*, de L. Favreau, L. Fréchette, R. Lachapelle, Presses Univ. du Québec, 2008, p.164.

⁶ Idem.

Table des matières

1. Activités d'éducation et d'engagement de la population à la solidarité internationale

- 1.1 Les suites aux États généraux et les JQSI 2007 p. 5
- 1.2 La promotion du commerce équitable p. 8
- 1.3 Le Comité d'appui aux luttes p. 11
- 1.4 Activités de stage de solidarité p. 15

2. Activités de coopération internationale

Bilan

- 2.1 Finalisation du projet Nuevo Amanecer p. 18
- 2.2 Démarches pour le projet « Sur la route de Naranjo » p. 18
- 2.3 Formation à la gestion de projet p. 19
- 2.4 Sensibilisation aux réalités des communautés appauvries du Guatemala p. 19
- 2.5 Travail du comité « projet de coopération » p. 20

Perspectives

p. 20

3. Développement et vie associative de SLAM

Bilan

- 3.1 Un membership dynamique et organisé p. 21
- 3.2 Les communications p.21
- 3.3 Le comité de documentation p. 22
- 3.4 La contribution des militantes et des militants p. 24
- 3.5 Les comités de travail p. 24
- 3.6 Le personnel de SLAM p. 25
- 3.7 Participation et collaboration entre organismes p. 25

Perspectives

p. 26

1. Activités d'éducation et d'engagement de la population à la solidarité internationale

Bilan

1.1 Les suites aux États généraux et les JQSI 2007

Les objectifs entérinés par l'Assemblée générale pour l'année 2007-2008 étaient les suivants:

- a) Poursuivre la diffusion de la Déclaration du Québec et s'inspirer de ses principes, revendications et engagements;
 - b) Coordonner l'organisation et la tenue des JQSI-Laurentides du 8 au 18 novembre 2007 sous le thème « Le contrôle de l'exploitation minière et forestière » illustré par le slogan « La terre à bout de ressources ».
- a) *Poursuivre la diffusion de la Déclaration du Québec et s'inspirer de ses principes, revendications et engagements*

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) a mis sur pied une campagne visant à recueillir la signature d'élus adhérant à la Déclaration du Québec. Un appel a été lancé aux organismes de la région afin d'adhérer à la Déclaration et, si possible, de nous accompagner lors des rencontres avec les élus. Les organismes suivants ont adhéré à la Déclaration: Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL), Droits et Recours Laurentides, Le Coffret, Développement et Paix – diocèse de Saint-Jérôme. Mentionnons que M. Jules Théorêt, de Développement et Paix, s'est joint à SLAM lors des rencontres avec les élus. En outre, soulignons l'aide précieuse de Françoise Lemay et de Marie-Claude DuCap dans ce dossier. En bref, SLAM a obtenu les signatures des élus énumérés ci-dessous:

- M. Claude Cousineau, député péquiste de Bertrand;
- M. Pierre Curzi, député péquiste de Borduas;
- Mme Agnès Maltais, députée péquiste de Taschereau;
- M. Roland Charbonneau, préfet de la MRC de la Rivière-du-Nord;
- M. Clément Cardin, maire de Piedmont.

Au niveau provincial, la campagne d'adhésion a permis de recueillir la signature de 60 élus et l'AQOCI prévoit poursuivre cette campagne à l'automne 2008.

b) *Coordonner les activités des Journées Québécoises de la solidarité internationale (JQSI) dans les Laurentides*

La 11^e édition des JQSI s'est déroulée du 8 au 18 novembre 2007 sous le thème « **La Terre à bout de ressources. Contrôlons l'exploitation minière et forestière.** ». Cette année encore, SLAM a été le responsable de la programmation de cet événement annuel dans la région des Laurentides.

Outre SLAM à la coordination, le comité organisateur était composé des cinq (5) organismes régionaux suivants:

- Développement et Paix (diocèse de Saint-Jérôme) - Formation sur le thème et organisation d'une rencontre avec des députés de la région (mais annulée / tempête du 3 décembre);
- Ici par les Arts - Appui matériel et en animation lors du festival régional Jeunes solidaires;
- Services socioculturels du cégep de Saint-Jérôme - Organisation de la foire de solidarité internationale;
- Forum jeunesse Laurentides - Aide aux communications et à la mobilisation;
- Entente sur l'éducation à la citoyenneté - Aide aux communications et à la mobilisation.

Cette année, SLAM a eu la chance d'avoir comme porte-parole l'artiste Guillaume Lemay-Thivierge. La notoriété de ce porte-parole a permis à SLAM d'obtenir une belle couverture de presse de l'événement. En effet, des articles annonçant la thématique et les activités des JQSI sont parus dans 5 médias écrits régionaux et M. Lemay-Thivierge est passé en entrevue à la radio des Laurentides, CIME-FM. Par leur participation aux différentes activités offertes, SLAM estime que cinq cents (500) personnes ont été directement sensibilisées alors qu'entre cent et deux cent milles ont été rejointes indirectement par l'entremise des médias. Finalement, pour ce qui a trait à l'action citoyenne, SLAM a fait signer 350 cartes postales demandant au gouvernement canadien de mettre sur pied un poste d'ombudsman responsable d'accueillir les plaintes des citoyennes et des citoyens (d'ici ou d'ailleurs) lésés par les activités des compagnies minières canadiennes. À l'échelle provinciale, cette campagne était coordonnée par Développement et Paix. Dans la région, Développement et Paix a remis 3000 cartes aux députés bloquistes Monique Guay, Diane Bourgeois et Mario Laframboise lors d'une conférence de presse à laquelle SLAM a participé.

Enfin, voici un tableau résumant les activités qui se sont déroulées lors des JQSI-Laurentides 2007, le lieu et le nombre approximatif de personnes qui y ont participé.

Date et lieu	Activité	Nombre de personnes
07-10-30 Saint-Jérôme	Conférence de presse	25
07-11-07 Montréal	Participation à la conférence d'ouverture des JQSI	5
07-11-10 Saint-Jérôme	Pièce de théâtre « Un hiver rouge au Guatemala »	15
07-11-13 Saint-Jérôme	Foire de la solidarité internationale	Quelques centaines
07-11-13 Saint-Jérôme	Festival Jeunes solidaires - régional	Audience de 20 personnes (150 ont été rejointes)
07-11-13 Saint-Jérôme	Conférence sur la conduite des compagnies minières du Nord en Amérique latine et film « Tombogrande »	60
07-11-18 Montréal	Participation au Festival Jeunes solidaires - provincial	3

Perspectives

Coordonner l'organisation et la tenue des JQSI-Laurentides du 12 au 23 novembre 2008 sous le thème « La souveraineté alimentaire » illustré par le slogan « Un droit à cultiver ».

1.2 La promotion du commerce équitable

Voici l'ensemble des activités de formation et de sensibilisation au commerce équitable réalisées cette année:

Date	Activité	Lieu	Contexte
Mardi 13 nov	Foire de la solidarité internationale	Cégep de Saint-Jérôme	JQSI
Vendredi 30 nov Dimanche 2 déc	Exposition de retour de stage (avec vin équitable)	Ici par les Arts Saint-Jérôme	Retour de stage
Mercredi 5 déc	Rencontre avec Leocadio Juaracan, responsable du café Justicia	SLAM – Saint-Jérôme	Présentation du projet de café équitable Justicia
Mardi 15 avril	Kiosque de sensibilisation à l'Académie Lafontaine	Saint-Jérôme	Journée de la Terre
Mercredi 23 avril	Sensibilisation au commerce équitable	ACEF – Sainte-Thérèse	Conférence de l'ACEF sur la consommation responsable
Jeudi 1 ^{er} mai	Conférence sur le coton équitable	Cégep de Saint-Jérôme	Quinzaine du commerce équitable
Jeudi 8 mai	Entrevue à la télévision communautaire de Mont-Tremblant sur le comité commerce équitable Nord	Mont-Tremblant	Quinzaine du commerce équitable
Samedi 10 mai	Kiosque de sensibilisation et pause de sensibilisation au spectacle des Galosches	Théâtre du Marais – Val-Morin	Quinzaine du commerce équitable
Mercredi 14 mai	Café causerie sur le commerce équitable au Centre de femmes Les Unes Les Autres	Centre de femmes Les Unes Les Autres – Saint-Jérôme	Quinzaine du commerce équitable
Jeudi 15 mai	Lancement du comité commerce équitable Nord et formation d'Équita	Bibliothèque de Saint-Faustin-Lac-Carré	Quinzaine du commerce équitable
Vendredi 16 mai	Kiosque de sensibilisation à la Maison des mots des Basses-Laurentides	Maison des mots des Basses-Laurentides – Sainte-Thérèse	Quinzaine du commerce équitable
Jeudi 29 mai	Kiosque de sensibilisation et sketch à l'Assemblée générale du ROCL	Théâtre de Saint-Sauveur	Promotion du commerce équitable auprès des organismes communautaires

Rappelons maintenant les objectifs entérinés lors de l'assemblée générale de l'an dernier:

Comité SLAM commerce équitable

- Revitaliser le comité et augmenter sa visibilité.
- Offrir de la formation (ex. interventions avec le jeu du café dans les écoles en partenariat avec le comité du Cégep).
- Continuer à soutenir toute institution, groupe ou organisme intéressé par la consommation de produits équitables.
- Explorer le projet alternatif « Café Justicia » du Guatemala.
- Explorer les critiques à l'endroit du commerce équitable. (ex. livre de C. Jacquiau, Les coulisses du commerce équitable, 2006).

Comité commerce équitable du cégep de Saint-Jérôme

- Faire en sorte que le cégep de Saint-Jérôme puisse vraiment se déclarer institution équitable (et peut-être même élargir cette initiative).
- Faire en sorte que les diverses levées de fonds menées dans l'institution se fassent par des produits équitables.
- Obtenir la vente de produits équitables à la librairie coopérative des Laurentides.

Comité commerce équitable des Basses-Laurentides

- Relancer le comité Basses-Laurentides.
- Recruter de nouvelles et de nouveaux membres désirant s'impliquer afin de lui redonner la dimension de promotion globale du commerce équitable.

Comité SLAM commerce équitable: Bilan

Le Comité a profité du déménagement de membres du comité des Basses-Laurentides afin d'enrichir sa composition. Il a aussi poursuivi sa volonté d'offrir de la formation, notamment en proposant des interventions au Regroupement des organismes communautaires (ROCL) et au Conseil Central des Laurentides (CCSNL). De plus, le comité a encadré la création d'une présentation PowerPoint type que toutes et tous peuvent désormais utiliser lors de séances de formation. En outre, la liste des points de vente de même qu'une lettre demandant des produits équitables à un commerçant. Le jeu du commerce équitable du cégep ayant pris plus longtemps qu'escompté à réaliser, l'animation n'a pu être réalisée cette année. Les membres du comité ont continué à soutenir personnes et groupes intéressés à consommer des produits équitables, notamment en suivant de près la recherche de la Boutique Sans Frontières pour de nouveaux locaux. Quant au « Café Justicia », SLAM a accueilli Leocadio et a organisé une rencontre avec Equita. Finalement, les critiques du commerce équitable n'ont pas été étudiés en profondeur, mais le livre « Les coulisses du commerce équitable » est disponible pour emprunt au local de SLAM.

Comité commerce équitable du cégep de Saint-Jérôme: Bilan

Le Comité du cégep a souffert de la période de flottement à la permanence de SLAM. Ainsi, le comité n'a été constitué que d'une seule étudiante l'an dernier. En outre, le comité a procédé à une refonte et se nomme maintenant le comité planète. Son approche est désormais plus globale, mais inclut toujours le commerce équitable. Néanmoins, de belles avancées ont tout de même été réalisées. Les ventes de café équitable de la cafétéria ont quadruplé cette année et ce dernier est maintenant disponible au même prix que le café régulier. Qui plus est, le café équitable peut désormais être pris avec le menu du jour.

Comité commerce équitable des Basses-Laurentides: Bilan

Le Comité a fait le point et a tenté de recruter de nouvelles et de nouveaux membres. Malgré l'amputation d'un certain nombre de ses militantes et militants, il a continué de coordonner son groupe d'achat et d'en faire la promotion. Il a aussi été actif et a soutenu le développement du nouveau comité Nord de SLAM.

Comité commerce équitable Nord des Laurentides: Bilan

Au mois de mai, un nouveau comité de commerce équitable a vu le jour: le comité Nord.

Perspectives

- Dynamiser les comités centre, nord et sud et recruter de nouvelles et de nouveaux membres au sein des comités;
- Sensibiliser la population des Laurentides au commerce équitable par le biais de kiosques, de formations et de présentations et promouvoir les groupes d'achats;
- Cibler des organismes communautaires à contacter afin qu'ils s'engagent par résolution à consommer équitable, suite à quoi SLAM leur émettra un certificat de reconnaissance;
- Organiser la Quinzaine du commerce équitable 2009;
- Réaliser un documentaire sur le succès de l'école La Fourmilière avec le commerce équitable et y recourir afin de promouvoir des campagnes de financement équitables;
- Suivre les développements du café CCDA (Comité paysan de l'Altiplano) avec Équita.

1.3 Le Comité d'appui aux luttes

Rappelons brièvement les objectifs qu'avait entérinés la dernière assemblée générale:

- Participer au Forum social québécois de 2007 à l'UQAM.
- Organiser une formation sur la conduite des compagnies minières canadiennes dans les pays du Sud (en lien avec la thématique des JQSI).
- Reprendre le dossier de la politique étrangère militariste du Canada en fonction d'une intervention aux prochaines élections fédérales.
- Poursuivre le dialogue avec notre partenaire ADEPAC et avec ce nouveau contact qu'est le CCDA (comité paysan de l'Altiplano, promoteur du café Justicia) sur un appui possible aux revendications concernant la terre au Guatemala.
- Améliorer le mode de consultation des membres du comité sur les actions urgentes ainsi que recruter de nouvelles et de nouveaux membres.

En tout premier lieu, mentionnons que le Comité d'appui aux luttes ne s'est pas réuni pendant l'automne. Son responsable, Marcel Gosselin, a dû suppléer au départ imprévu en septembre 2007 de la coordonnatrice de SLAM et prendre le dossier des JQSI, en plus d'être seul responsable des activités de retour du stage de l'été au Guatemala. Par contre, les membres du comité ont été conviéEs tout particulièrement à participer à l'une ou l'autre des différentes activités des Journées québécoises de la solidarité internationale qui portait justement sur l'une des problématiques qu'avait comme objectif d'étudier le Comité, soit la conduite éthique des grandes compagnies minières, canadiennes en majorité, dans les pays en développement (voir le bilan des JQSI). Rappelons à titre d'exemples la formation donnée par Jules Théorêt, militant de Développement et Paix dans les Laurentides et la conférence de Véronique Lebus suivie du film Tombogrande à l'auditorium du cégep de Saint-Jérôme. SLAM a aussi signé quelques pétitions à ce sujet (voir tableau page 15). Disons en terminant qu'au Québec, le projet d'une coalition d'organismes de solidarité internationale et de groupes écologistes n'a malheureusement pas abouti, pour l'instant. Finalement, pour les raisons de surcharge évoquées précédemment, nous n'avons pas fait le suivi de la lutte exemplaire de la communauté de Sipakapa (Guatemala) contre les compagnies minières Montana/Marlin. Partie remise.

Une autre raison a été que le contact privilégié à ce sujet que nous avons au Guatemala, Leocadio Juracan, un des directeurs du CCDA (dont fait partie la communauté de Sipakapa) est aussi le porteur du projet de café équitable Justicia qu'il compte faire connaître au Québec avec notre aide. De même y avait-t-il à SLAM un même responsable des deux dossiers et ce dernier a cru pouvoir combiner les deux dans une même communication. Or l'évaluation technique des trois échantillons des cafés du CCDA par EQUITA-OXFAM, préalable à toute autre démarche, aura pris beaucoup plus de temps que prévu et n'était toujours pas disponible au début de l'été. Là encore, cette tâche sera reprise dans nos perspectives de l'an prochain.

Mais revenons un peu en arrière. À la fin août 2007, plusieurs membres de SLAM ont participé au Forum social québécois qui avait fait l'objet d'une belle mobilisation dans les Laurentides à laquelle s'était joint notre organisme. On a assisté à divers ateliers (il y en avait plusieurs centaines d'offerts) touchant à l'une ou l'autre des thématiques qui nous préoccupaient davantage, allant du dossier des mines à celui des expériences de démocratie participative en Amérique latine. Malheureusement, nous n'avons pas collectivisé ce que chacune, chacune y avait appris. Par ailleurs, quelques mois plus tard, les organisateurs de ce forum relançaient la mobilisation par la tenue d'une action citoyenne dans chaque région du Québec. Ici dans les Laurentides, le 24 janvier, s'est tenue à la place de la Gare une vigile autour d'un feu de solidarité (sous le thème *La neige brûle*) pour dénoncer les politiques néolibérales qui affligent une majorité d'êtres humains et qui menacent la planète; une vingtaine de personnes enthousiastes malgré le froid, la plupart membres d'organismes avec lesquels SLAM travaille étaient présentes. La soirée s'est terminée en chansons au café Vert-Vert.

C'est à partir de janvier 2008 que le Comité a repris ses réunions. Il en a tenu trois qui ont porté essentiellement sur la question de la participation de l'armée canadienne à la guerre en Afghanistan. En mars, à l'invitation de notre comité, SLAM adhère formellement au collectif Échec à la guerre et signait une déclaration dénonçant la décision antidémocratique du Gouvernement de reporter à 2011 le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan. Puis, en mai, le comité se penchait sur l'organisation d'une soirée de présentations et d'échanges sur le sujet entre militantes et militants de la région en vue d'une éventuelle intervention pendant la prochaine campagne électorale fédérale. Cette rencontre s'est tenue le 18 juin en présence d'une quinzaine de membres de SLAM, personne de nos organismes partenaires. Après des présentations par trois de nos membres des principaux enjeux de la participation canadienne à la guerre en Afghanistan (appréciées de tous et toutes)- qui menaient à envisager la revendication d'un retrait immédiat des forces canadiennes- une discussion a suivi au terme de laquelle s'est dégagée une position majoritaire en faveur d'un tel retrait, mais avec des oppositions assez fermes. Il va sans dire que le bilan de cette rencontre sera à l'ordre du jour de la première réunion du comité à l'automne et orientera la décision d'intervenir (et sous quelle forme) sur cette question majeure de la politique étrangère canadienne (et de son aide internationale).

Quant à notre dernier objectif, celui d'améliorer le mode de consultation des membres du comité sur les actions urgentes auxquelles SLAM devrait répondre, le Comité s'est entendu sur cinq règles générales dont il ne reste qu'à compléter la reformulation. Disons enfin que le Comité n'a pas abordé le recrutement de nouvelles et de nouveaux membres. Le Comité est actuellement composé de six membres.

Finalement, en cours d'année, d'autres événements, non prévus ceux-là, ont retenu notre attention. En mars dernier, nous organisons en collaboration avec le Projet Accompagnement Québec-Guatemala à la Vieille Gare de Saint-Jérôme une rencontre avec des responsables de la communauté de Nueva Linda victime du fléau de l'impunité qui règne dans ce pays. De plus, s'est ouverte la possibilité de déléguer quelqu'une ou quelqu'un de SLAM au Forum social des Amériques qui se tiendra à Guatemala la Ciudad du 7 au 12 octobre 2008. En effet, à l'exemple des FSA précédents, l'AQOCI a obtenu un financement de l'office Québec Amérique jeunesse (OQAJ) pour constituer une délégation de jeunes issues des OCI membres. Kim, notre nouvelle coordonnatrice, nous y représentera.

En outre, le comité a répondu positivement aux demandes d'appui suivantes:

Dates	Demandes
26 nov 2007	Pétition contre la guerre en Afghanistan du Collectif Échec à la guerre
28 nov 2007	Appui à la lutte de 7 campesinos contre la compagnie minière Goldcorp
7 déc 2007	Pétition en solidarité au peuple de Bolivie demandant la démocratie
20 déc 2007	Pétition « D'abord nourrir notre monde » d'Équiterre pour la souveraineté alimentaire
12 mars 2008	Lettre ouverture du Collectif Échec à la guerre contre la prolongation de la mission en Afghanistan
15 mars 2008	De: Collectif Échec à la guerre Manifestation à Montréal contre la prolongation de la mission en Afghanistan
01 avril 2008	Adhésion au Collectif Échec à la guerre
03 avril 2008	De: Coalition en formation Éventuelle coalition des ONG sociaux et environnementaux par rapport aux mines: pressions internationales, canadiennes et québécoises
04 avril 2008	Invitation de CISO à suivre la flamme olympique des droits humains en s'inscrivant sur le site www.catchtheflame.org
15 avril 2008	De: Rights Action Envoyer des courriels à Goldcorp pour dénoncer les menaces faites à l'endroit de Mgr Ramazzini
27 avril 2008	De: ACEF Appuyer leur démarche de rencontrer des députéEs pour réclamer une lutte à la pauvreté des suites des médiations individuelles avec Hydro-Québec.
07 mai 2008	De: Comité pour la justice sociale Envoyer des lettres au Ministre des Affaires étrangères du Canada et de l'Ambassadeur du Canada au Guatemala pour dénoncer les menaces faites à l'endroit de Mgr Ramazzini
12 mai 2008	De: Comité de solidarité de Trois-Rivières Signer une pétition en ligne pour demander au Gouvernement canadien de respecter son engagement d'hausser son aide à 0,7% du PIB.
28 mai 2008	De: Collectif Échec à la guerre Signer une pétition en faveur du rapatriement d'Omar Khadr. Signer une pétition d'Amnistie internationale contre les détentions illégales pratiquées par les États-Unis.
27 juin 2008	De: PAQG Envoyer des lettres aux autorités guatémaltèques pour dénoncer les menaces faites à l'association Hijos

Perspectives

- Poursuivre le questionnement critique sur la participation du Canada à la guerre anti-terroriste en Afghanistan et son inféodation à la politique extérieure étatsunienne et prévoir une intervention régionale au cours des prochaines élections fédérales.
- Poursuivre aussi le dialogue avec nos partenaires guatémaltèques sur les enjeux de la terre au Guatemala. La participation de notre coordonnatrice au sein d'une délégation de l'AQOCI au prochain Forum social des Amériques en octobre prochain dans ce pays va en ce sens.
- Participer, à la mesure des énergies de notre organisme, au prochain Forum social québécois qui se tiendra à la fin de l'été 2009.
- Appuyer certaines luttes d'organismes qui nous sollicitent, habituellement sous forme de pétitions, lettres ou déclarations ou manifestations en fonction des règles que l'on s'est donné.
- Favoriser le recrutement de nouvelles et de nouveaux membres.

1.4 Activités de stage de solidarité

Les perspectives d'action votées par l'assemblée générale 2007 étaient de trois ordres:

- Organiser et coordonner les activités de témoignages de solidarité des stagiaires 2007.
- Planifier et organiser un stage de solidarité internationale au Guatemala en 2008.
- Continuer à approfondir les liens à faire entre les stages de solidarité internationale et les activités de solidarité à offrir au public assistant aux conférences.

Témoignages de solidarité suite au stage 2007

Les stagiaires étaient au nombre de dix, comprenant l'accompagnateur: huit femmes et deux hommes de divers secteurs (des étudiantes, des enseignantes, des bénévoles au communautaire). Toutes et tous, à l'unanimité, ont apprécié le stage et se sont impliqués, à la mesure de leur disponibilités dans l'une ou l'autre des activités de retour.

Rappelons brièvement que le stage s'est déroulé du 6 au 26 juillet 2007 selon le plan habituel. Première semaine, immersion espagnole à Quetzaltenango, puis après une formation intensive donnée à Guatemala la Ciudad par notre partenaire ADEPAC sur divers aspects incontournables de la réalité du Guatemala, le groupe est allé partager pour une semaine la vie quotidienne d'une communauté reconstruite (suite aux Accords de paix de 1996) appelée La Laguna Perdida, dans le département de El Peten.

Les stagiaires dans leur ensemble ont réalisé la chance d'avoir finalement rencontré ces victimes des années de dictature et de répression qui caractérisent l'histoire récente de ce pays. La Laguna Perdida est constituée de mayas de 7 ethnies différentes (et de 4 religions) et divisée presque également entre réfugiés (Mexique) et déplacés (restés à l'intérieur). Nous avons d'ailleurs filmé l'exposé d'une porte-parole sur l'histoire de cette communauté et avons pu constater à quel point cette histoire était tissée à même le fil des malheurs (massacres génocidaires) mais aussi des combats pour la dignité de l'ensemble du peuple guatémaltèque pendant les 36 ans de guerre civile.

Voici l'essentiel des activités de retour décidées par le groupe et quelques retombées:

Activités	Endroit	Date	Audience
Rencontre stagiaires Cuba	Cégep de Saint-Jérôme	septembre	15
Échange Centre de femmes	Les Unes, les Autres, Saint-Jérôme	octobre	5
Expo-photos, vidéo et témoignages	Ici par les Arts, Saint-Jérôme	31 nov/2 déc	65
Bref exposé et kiosque photos	Les Retraités flyés Laur. Saint-Jérôme	5 décembre	100
Vidéo, kiosque photos	Salle mun. Sainte-Agathe	janvier 2008	15
Personnes rejointes			200
Couvertures média:	T.V.comm B.-Laurentides Le Mirabel, RevueTraces		???
Autres initiatives:	Laurentides		???

De façon générale, les retombées du stage nous apparaissent avoir été fructueuses. D'abord, au Guatemala, la communauté de La Laguna Perdida, outre le fait d'avoir perçu notre séjour chez elle comme une reconnaissance de sa dignité, a choisi d'utiliser les 4000 \$ que les stagiaires avaient laissés pour s'acheter des animaux, principalement de basse-cour. ADEPAC a réalisé une vidéo évaluative de cette aide auprès de la communauté La Laguna Perdida où un grand nombre de membres témoigne de leur satisfaction de cette contribution.

Ici, dans la région, nous croyons, à la lumière de ce qui vient d'être dit, avoir donné une visibilité appréciable à notre expérience collective. Pour sa part, la vidéo **Laguna Perdida, Guatemala, revivre après le génocide** continue à circuler dans la région et ailleurs, via des organismes partenaires. Soulignons aussi que deux stagiaires s'impliquent maintenant dans des comités de SLAM. Par contre, peu de nouveaux publics ont été rejoints, particulièrement dans le sud et l'ouest de notre région.

En terminant, mentionnons la très belle rencontre que nous avons eue à la fin du stage avec un des directeurs du Comité paysan de l'Altiplano (CCDA) et de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOOC), M. Leocadio Juracan. Nous l'avons accueilli en terre québécoise en décembre dernier lors d'une tournée pancanadienne pour faire connaître les coopératives de café équitable (et le café Justicia) de la région de l'Altiplano. Nous lui avons fait rencontrer les responsables de OXFAM-EQUITA pour voir la possibilité de vendre de ce café Justicia au Québec. Nous attendons encore le résultat des tests des trois échantillons qu'a laissé Leocadio Juracan.

Organisation du stage de solidarité au sein de la communauté Buenos Aires 2008

SLAM, par son comité « stage de solidarité internationale » a planifié et organisé le stage de 2008 qui s'est tenu du 11 au 31 juillet avec la même formule que les précédents mais cette fois-ci au sein d'une communauté composée de ladinos - et non de mayas comme les années antérieures – vivant isolée et marginalisée dans la région du Petén, Guatemala.

Le comité s'est réuni dès novembre 2007 pour lancer le recrutement des stagiaires en décembre. Des envois ont été faits à tous les organismes communautaires de la région et trois rencontres d'information se sont tenues dont une à Sainte-Thérèse, une à Saint-Jérôme et une dernière à Saint-Eustache. Suite à une sélection, le groupe s'est stabilisé à 10 personnes incluant l'accompagnateur dont 7 femmes et 3 hommes dont l'âge variait entre 20 ans et 67 ans.

Suite à la constitution du groupe, le comité a pris en charge l'organisation du stage:

- la tenue des trois (3) journées obligatoires de formation avant le départ dont celle portant sur la connaissance du pays et sur le choix des centres d'intérêt à développer par chacun des stagiaires;
- la prise en charge de l'information sur les préparatifs au stage dont les contacts avec la clinique des voyageurs CLSC, vaccins et autres médicaments, mesures de sécurité, contacts avec l'ambassade canadienne au Guatemala, ...;
- la prise en charge des aspects administratifs dont la confection du budget du stage, l'achat des billets d'avion et des polices d'assurance, l'inscription à l'école de langue, ...;
- la coordination de l'organisation au Guatemala avec nos partenaires ADEPAC et l'école de langue SAKRIBAL.

Bien que le stage se soit déroulé dans des conditions difficiles, la première évaluation qu'en font les stagiaires est des plus positives. Il reste à assumer les activités de témoignages de solidarité dans la région. C'est Yves Nantel qui a assumé la responsabilité d'accompagnateur du stage.

Continuer à approfondir les liens à faire entre les stages de solidarité et les activités de solidarité à offrir au public assistant aux conférences

Bien que nous ne puissions pas évaluer concrètement l'atteinte de notre objectif global, nous croyons que la tenue des stages de solidarité internationale est un des moyens privilégiés de développer la solidarité internationale autant auprès des stagiaires que des personnes participant aux activités de témoignages de solidarité. Il faut bien voir que le Guatemala est un des pays pratiquement ignorés sur la scène médiatique québécoise et qu'en conséquence notre travail est d'autant plus important.

Le comité est formé de Gisèle Boissonneault, Monique Lapierre, Françoise Lemay, nouvelle membre de cette année, Diane Thériault, Monique Thibault et Yves Nantel à la coordination. Il s'est réuni à 12 reprises cette année incluant les rencontres de formation.

Perspectives d'action

- Organiser et coordonner les activités de témoignages de solidarité des stagiaires 2008.
- Planifier et organiser un stage de solidarité internationale au Guatemala en 2009.
- Continuer à approfondir les liens à faire entre les stages de solidarité et les activités de solidarité à offrir au public participant aux conférences et aux autres activités de sensibilisation au retour.

2. Activités de coopération internationale

Bilan

Les perspectives d'action votée par l'assemblée générale étaient:

- a) Finaliser la gestion et l'administration du projet Nuevo Amanecer
- b) Continuer la négociation avec l'ACDI pour l'obtention du projet « Sur la route de Naranjo ».

Si la réponse s'avère positive:

- Signature de l'entente de coopération avec ADEPAC, mise en marche et suivi du projet avec visite sur le terrain;
- Mise en marche du volet « éducation du public »

- c) Continuer la formation à la gestion de projet.

2.1 Finalisation du projet Nuevo Amanecer

Le rapport final, narratif et financier, a été réalisé et accepté par le Ministère des Relations internationales, notre partenaire financier dans ce projet.

2.2 Démarches pour le projet « Sur la route de Naranjo »

C'est le 20 mars 2008 que l'ACDI et SLAM signaient l'Accord de contribution, ce qui donnait le coup d'envoi pour le démarrage du projet intitulé « Sur la route de Naranjo » dans la région du Petén au Guatemala. En effet, l'autre partenaire financier important, le Ministère des Relations internationales du Québec, avait déjà donné son accord depuis juin 2007.

Guatemala	
11 communautés du Petén (5 personnes permanents et ou à contrat)	<u>11 communautés</u> - formation à l'incidencia politica (empowerment individuel et communautaire) - formation à la formulation de projets - conseil/accompagnement dans présentation de projets <u>8 communautés sur 11</u> Réalisation de projets de besoins de base: eau potable [2], santé (construction d'une clinique, médicaments, ambulance, formation de sages-femmes et de promotrices et de promoteurs de santé rurale), latrines [1], élevage de bétail [1], reforestation [1].
Québec	
Éducation du public (1 personne à temps partiel)	- Promotion du commerce équitable - Sensibilisation aux réalités des communautés appauvries - Colloque: Conjoncture politique en Amérique latine
Gestion du projet (1 personne employée à contrat)	- Gestion globale du projet - Suivi et bilan du projet au Guatemala
Budget global	289 000 \$ sur 2 ans ACDI: 216 727 \$, MRI: 60 945 \$, SLAM: 11 324 \$

Le projet fut présenté au Fonds du secteur volontaire (FSV), nouveau programme de l'ACDI en mars 2007. Le projet fut renvoyé pour modifications dans un premier temps puis accepté par la suite. C'est principalement des difficultés avec le comptable de SLAM qui ont provoqué le délai indu dans son acceptation. En effet, il a fallu attendre de septembre 2007 à janvier 2008 pour avoir les états financiers vérifiés correspondant aux exigences de l'ACDI.

Puis, très rapidement, ce fut la signature de l'Entente de coopération avec notre partenaire ADEPAC qui permettait l'enclenchement du projet sur le terrain au Guatemala.

À la fin juillet, trois membres du comité, Monique Lapierre, Diane Thériault et Yves Nantel, se sont renduEs au Guatemala et ont visité 5 des 11 communautés bénéficiaires afin de vérifier l'état d'avancement des sous-projets et faire un premier bilan d'étape. Elle et il ont été confrontéEs à des réalités sociales très difficiles: isolement, conditions de vie des plus précaires, communautés peu considérées dans les plans de développement de la Municipalité ou du Gouvernement, communications ardues, ... Il est difficile d'imaginer la réalité du terrain si on n'est pas confrontéE à cette réalité surtout qu'elle est tellement différente de la nôtre.

Le projet est sur la bonne voie. Notre visite aura été un stimulant pour dynamiser les projets et pour prendre quelques décisions importantes.

Sur le plan de la gestion, les exigences de l'ACDI ont obligé SLAM à embaucher une personne à contrat comme gestionnaire du projet. Cette personne est responsable de la gestion globale du projet et du suivi/évaluation du projet. Elle se rapporte au comité « projet de coopération ».

2.3 Formation à la gestion de projet

Au niveau de la formation de nouvelles personnes à la gestion de projets, après quelques séances de formation et suite à la démission de la coordonnatrice d'alors, le travail ne s'est pas continué en ce sens. Par contre, ce travail devrait reprendre sous peu. Des personnes ont prévu assister à la formation de l'ACDI sur le FSV et Yves Nantel est prêt à compléter cette formation par la transmission de ses connaissances pratiques. Cette démarche pour assurer le développement des capacités de gestion au sein de SLAM assurerait la continuité à ce niveau en toutes circonstances.

2.4 Sensibilisation aux réalités des communautés appauvries du Guatemala

Le projet « Sur la route de Naranjo » inclut un volet d'éducation du public. Le Comité « projet de coopération » a pris la responsabilité de la partie concernant la sensibilisation aux réalités des communautés appauvries au Guatemala alors que les autres activités sont prises en charge par d'autres comités et la permanence de SLAM. Déjà, une préoccupation particulière a été apportée dans la publicisation des activités du stage et de la visite de suivi du projet au Petén afin d'atteindre cet objectif mais avec des résultats mitigés puisque nous dépendons entièrement du bon vouloir des journalistes à ce niveau.

2.5 Travail du comité « projet de coopération »

Le comité « projet de coopération » a intégré une nouvelle personne au cours de l'année, soit Claire Contant qui poursuit ainsi son engagement suite à la participation au stage de solidarité internationale de 2007. Le comité est constitué de: Claire Contant, Marcel Gosselin, Monique Lapierre, Michel Poirier, Diane Thériault sous la coordination de Yves Nantel.

Le comité s'est rencontré à trois (3) reprises au cours de l'année. Il a encadré le travail de SLAM au niveau de la coopération internationale et a réfléchi sur les orientations à donner au projet. Il a acheminé des recommandations au Conseil d'administration concernant les orientations à prendre. Entre autres, le Conseil d'administration a entériné la recommandation du comité de développer un autre projet de coopération avec notre partenaire guatémaltèque pour l'an prochain. Déjà, les 3 délégués de SLAM ont discuté de la question avec notre partenaire, ADEPAC, lors de leur visite cet été..

Perspectives

- a) Assurer la gestion et le suivi-bilan du projet en cours.
- b) Élaborer et présenter un projet de coopération afin d'aider d'autres communautés en situation d'appauvrissement au Guatemala et analyser les demandes éventuelles d'autres organismes.
- c) Poursuivre le travail de sensibilisation de la population des Laurentides aux réalités des communautés appauvries du Guatemala.
- d) Assurer la formation à la gestion de projet.

3. Développement et vie associative de SLAM

Bilan

3.1 Un membership dynamique et organisé

Le développement de son membership est une priorité pour SLAM puisque c'est un moyen privilégié de:

- 1) Élargir sa base démocratique;
- 2) Offrir aux personnes de la région des Laurentides désireuses d'exprimer leur solidarité avec les peuples d'Amérique Centrale un lieu et des moyens pour le faire;
- 3) Augmenter le rayonnement de SLAM afin d'augmenter l'efficacité et l'ampleur de son action pour aider au développement des communautés d'Amérique Centrale, principalement du Guatemala.

SLAM compte 65 membres dont 5 organismes du milieu. Bien que nous ayons accueilli quelques dix nouvelles personnes et ou organismes, le nombre de membres s'est maintenu par rapport à l'an passé. Les activités de stage sont un lieu privilégié pour recruter de nouvelles et de nouveaux membres et nourrir notre réseau de contacts de personnes intéressées à maintenir un lien avec SLAM.

3.2 Les communications

Bulletin SLAM: Afin de diffuser l'information aux membres sur les activités de l'organisme et sur la progression des projets dans lesquels SLAM est impliqué, nous avons prévu intensifier le nombre de publications du Bulletin SLAM. Malheureusement, nous n'en avons produit qu'un seul.

Diffusion électronique des informations d'autres partenaires: Des centaines de messages électroniques sont reçus à SLAM venant d'autres organismes. Le tri et la retransmission aux militantes et aux militants de SLAM des messages pertinents à nos préoccupations sont rendus possibles grâce à la constance de Sabine Barnabé.

Site internet: *Enfin!* Grâce aux efforts de plusieurs personnes, entre autres, de Yves Nantel à la coordination de ce dossier, de la collaboration de la consultante Nicole Deschamps, du soutien financier à la formation du Ministère de l'Emploi, du travail assidu de Pierre Monette qui en assure la mise à jour technique et à Kim Verdant qui voit à la mise à jour du contenu, SLAM a maintenant une vitrine sur le monde:

www.slamlaurentides.org

3.3 Le comité de documentation

L'année qui se termine a marqué les débuts du comité de documentation. Débuts rendus difficiles notamment à cause de problèmes de *membership*. En effet, à cause du déménagement d'une de ses membres et de la démission d'une autre, le comité s'est trouvé réduit à deux personnes. Ce n'est qu'en février que notre coordonnatrice, nouvellement embauchée par SLAM, s'est jointe à nous. Le comité est maintenant composé de Kim Verdant, de Sophie-Isabelle Deschatelets et de Monique Thibault, responsable du comité.

Malgré sa taille réduite, notre comité a effectué une grande partie du travail qu'il s'était engagé à abattre au cours de l'année.

- Nous avons recueilli plusieurs boîtes de documents administratifs retraçant l'histoire de SLAM — procès-verbaux, copies de projets réalisés au cours des années et autres dossiers relatifs à la vie de notre organisation. Nous avons entamé leur classement et nous entendons le poursuivre, de façon à s'assurer qu'une trace des principales activités subsiste et qu'elle soit accessible à celles et à ceux qui prendront la suite des membres fondatrices et fondateurs de SLAM.
- Nous avons fait l'achat de quelques volumes (dictionnaires et méthode d'apprentissage) facilitant l'étude de l'espagnol à nos membres, de même qu'un livre sur le commerce équitable.
- Nous avons abonné SLAM au *Monde Diplomatique*, à *À Babord!* et à *Caminando*.
- Nous avons fait l'acquisition du film *L'utopie caféinée* et d'un CDROM comprenant les archives du Monde diplomatique.
- Nous avons collectionné les articles et photos concernant SLAM publiés par les journaux régionaux.
- Nous avons fourni aux différents comités des articles (publiés sur Internet ou dans des journaux) susceptibles d'enrichir leur réflexion sur les sujets concernés par leur action.
- Nous avons alimenté les aspirantes et aspirants stagiaires 2008 d'informations sur le Guatemala, sur SLAM, sur l'Amérique centrale et sur les sujets correspondant au centre d'intérêt que chacun d'eux souhaite partager avec le public des Laurentides au retour.
- Nous avons mis à jour le contenu du dépliant de SLAM et étudié différentes possibilités quant à sa mise en page et à sa publication.

Pour l'année 2008-2009, nos objectifs sont les suivants:

OBJECTIFS	ACTIVITÉS	MOYENS
Conserver et classer les documents relatifs à SLAM, à son histoire et ses activités.	Classer divers documents relatifs aux activités de SLAM (documents fondateurs, procès-verbaux, évaluations de projets antérieurs, ...).	Utiliser le système de classement déjà élaboré.
Mettre ces documents au service des membres.	Mettre à la disposition des membres et des sympathisantes et des sympathisants des sources de documentation sur la solidarité internationale, le Guatemala, SLAM, la langue espagnole, le commerce équitable, ..., et d'en gérer les prêts.	Effectuer diverses recherches et être à l'affût de l'actualité. Repérer livres, magazines, documents vidéo, textes publiés sur Internet, ...
Collectionner les coupures de presse et les photos rapportant les activités de SLAM.	Opérer la collecte et le classement des coupures de presse et les photos concernant SLAM.	Cibler les journaux régionaux selon les activités de SLAM.
Revitaliser et mettre à jour le matériel utilisé pour faire la promotion de SLAM.	Publier le dépliant de SLAM. Passer en revue les autres textes émis par SLAM.	Proposer au CA des ajouts ou mises à jour des différents documents utilisés pour la promotion de SLAM.
Offrir aux membres, et en particulier aux stagiaires, de l'information riche et variée sur SLAM, le Guatemala, l'Amérique centrale, ...	Repérer et recueillir les diverses ressources appropriées. Fournir aux stagiaires 2009 de l'information relative à leur centre d'intérêt.	Effectuer diverses recherches et être à l'affût de l'actualité. Repérer des articles, volumes ou sites Internet pouvant être mis à la disposition des membres, des stagiaires en particulier, pour approfondir leur réflexion, notamment sur le thème de la souveraineté alimentaire (JQSI 2008). Effectuer une recherche sur les différents centres d'intérêts des stagiaires; Constituer des dossiers papier sur les sujets les plus fréquemment abordés.

3.4 La contribution des militantes et des militants

Malgré le travail fait par le personnel, SLAM n'aurait pu réaliser toutes les activités et tous ses projets cette année sans l'appui de plusieurs personnes de SLAM. Elles ont contribué de plusieurs façons à l'action de l'organisme, soit en assurant la coordination de comité, la rédaction de projets, la conception et la réalisation de formations, les tâches liées à la trésorerie et au secrétariat, soit en sollicitant leur entourage lors de mobilisations, soit en assurant les liens avec d'autres organismes, soit en contribuant financièrement à SLAM, soit en assurant la traduction lors de rencontres ou de textes, soit en assumant des tâches lors d'activités, ... Nous évaluons que cette année les militantes et les militants ont fourni environ 2500 heures. Merci à chacune de ces personnes.

3.5 Les comités de travail

Conseil d'administration: Composé de 7 personnes, le conseil d'administration s'est rencontré à 7 reprises au cours de l'année, dont 1 rencontre appelée "comité administration élargi" avec des personnes impliquées dans les différents comités. Ses membres ont assuré les tâches de représentation, secrétariat, comptabilité et autres. Les membres du conseil d'administration sont: Marcel Gosselin, président, Michel Poirier, vice-président; Lise Nantel, trésorière; Pierre Charbonneau; secrétaire, Maria Franchi, Monique Thibault et Marie-Claude DuCap.

La vie associative de SLAM repose sur son ancrage dans la communauté et à cette fin, le conseil d'administration est soucieux de faire participer le plus grand nombre possible de personnes aux différentes activités de SLAM et d'enrichir ainsi la réflexion, la créativité et la réalisation d'actions de solidarité. C'est ce que permettent par leurs travaux les différents comités dont il a été question tout au long du présent rapport:

- **Comité du Café équitable – Secteur Sud:** 3 personnes.
- **Comité du Commerce équitable – Secteur Centre:** 6 personnes
- **Comité Projet de coopération internationale:** 6 personnes
- **Comité Stage de solidarité internationale:** 6 personnes
- **Comité Appui aux luttes des peuples du Sud:** 5 personnes
- **Comité Documentation:** 3 personnes
- **Comité Laurentides des Journées québécoises de Solidarité internationale (JQSI):** 5 organismes.

3.6 Le personnel de SLAM

Son passage n'aura été que d'une courte durée! En effet, Corinne Guimont n'aura assumé la permanence de SLAM que peu de temps, ayant quitté en septembre 2007. Malgré ce court séjour, nous tenons à la remercier de son apport à SLAM.

Un départ amène une nouvelle arrivée. Fin novembre 2007, Kim Verdant s'est joint à SLAM en tant que coordonnatrice. En peu de temps, elle s'est approprié les dossiers et a démontré une efficacité, une diligence dans l'action et une capacité de concevoir le développement de SLAM. Elle a assumé la coordination des comités du commerce équitable et le soutien qu'elle a apporté aux différents comités a été fort apprécié de tous.

Soulignons également l'apport de Kim Fontaine à la réalisation des Journées Québécoises de la Solidarité internationale. Elle a assumé toutes les tâches liées à l'organisation au niveau régional de Solidarité en Arts. Rappelons que cette activité s'adresse aux jeunes des écoles secondaires.

Durant quatre mois, nous avons pu bénéficier de la collaboration de Kathy Bouthillier dans le cadre du programme de stage du Ministère des Relations Internationales. Elle a travaillé particulièrement à supporter l'action de promotion des produits équitables et à cette fin, elle a réalisé un documentaire visuel pour soutenir la formation et l'information que nous faisons auprès des groupes qui en font la demande. Un gros merci à Kathy pour ce travail.

3.7 Participation et collaboration entre organismes

Un organisme ne peut prétendre à participer à la transformation de la société s'il demeure isolé. C'est la force de l'ensemble qui crée le mouvement et SLAM veut et fait partie de ce mouvement qui désire changer la situation au niveau international afin qu'il y ait plus d'égalité et de justice entre les peuples.

Ces collaborations et ces partenariats nous permettent également de profiter des moyens, connaissances et ressources des autres organismes, entre autres:

Au niveau panaméricain:

- Asociacion para el Desarrollo en America Central (ADEPAC), notre partenaire au Guatemala

Au niveau national:

- Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- Comité chrétien pour le développement des droits humains en Amérique latine
- Oxfam-Québec (Équita - Commerce équitable)
- Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Au niveau régional:

- Amnistie Internationale (section Saint-Jérôme)
- Le Coffret
- le Conseil Central des Laurentides (CCSSN)
- Développement et Paix (diocèse de Saint-Jérôme)
- Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL)
- Mentionnons particulièrement l'action de concertation sur la promotion et le développement du commerce équitable avec le volet Action sociale du Cégep de Saint-Jérôme. Un gros merci à Marie-Claude DuCap pour cette précieuse collaboration.

Perspectives

Développement de son membership et structure d'accueil:

Tout en maintenant la préoccupation de profiter de toutes les occasions pour inviter les gens à adhérer à SLAM, cette année nous devons concentrer nos efforts à consolider nos structures d'accueil pour les nouveaux membres: Rencontres d'information, moyens de communication simple et efficace, identification de tâches à partager, et intégration aux différents comités.

Participation des jeunes:

Afin de s'assurer la représentation des jeunes dans la vie de SLAM, un poste au conseil d'administration sera réservé pour une ou un jeune.

Bulletins SLAM:

Repenser les objectifs du bulletin ainsi que sa présentation et produire au moins deux *Bulletin SLAM*.

Bulletins EXPRESS:

Pour des communications courtes, rapides et ponctuelles, reprendre la diffusion du Bulletin Express.

Site Internet:

Maintenir à jour les informations sur le site et en améliorer sa présentation..

Participation et collaboration entre organismes:

Maintenir des liens avec les organismes communautaires de la région et avec les organismes de solidarité internationale des autres régions: SLAM entend poursuivre sa participation à l'organisme provincial AQOCI et suivre de près les activités du Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL). Il poursuivra des actions concertées avec des organismes ayant une préoccupation au niveau de la solidarité internationale tels qu'Amnistie internationale (section Saint-Jérôme), le Coffret, Développement et Paix (diocèse de Saint-Jérôme) et d'autres organismes partenaires du milieu.

Maintenir et augmenter les collaborations avec les organismes en lien avec le commerce équitable, en particulier Oxfam-Québec, Équiterre.

Reconnaissance et financement de SLAM

D'une part, SLAM continuera à participer avec l'AQOCI et le milieu communautaire aux actions visant l'application par le Gouvernement de la Politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome.

D'autre part, SLAM continuera à explorer les sources de financement possible afin de continuer son développement et à soutenir des projets de communautés d'Amérique centrale.